Le C. E. I. n'est pas d'accord avec une quelconque theorie explicite ou implicite qui érige une exception pour l'Espagne en prétendant que l'expérience de la République de 1931-1939 aurait guéri les masses de leurs « illusions démocratiques » ou de leur confiance dans les dirigeants de ses partis traditionnels d'une façon telle qu'au moment du changement de régime de Franco, leur intervention aurait nécessairement ou même probablement, un caractère assez explosif pour sauter l'étape bourgeoise-démocratique et parlementaire et prendre immédiatement une évolution exclusivement ou à prédominance soviétique. Un tel optimisme ne peut s'inspirer des récentes expériences en Europe occidentale et particulièrement de l'expérience de l'Italie à la sortie du fascisme. Une telle perspective est encore moins justifiée par l'état d'esprit politique actuel des masses espagnoles, tant en Espagne que dans l'émigration, qui est plutôt caractérisé par un profond découragement et la démoralisation et surtout par le fait qu'elles sont prêtes à accepter n'importe quelle solution qui les débarrasserait de Franco et de la Phalange. On peut admettre comme probable que si l'éloignement de Franco permet l'intervention des masses, elles ne laisseront pas aux tribunaux bourgeois le soin d'épurer les fascistes notoires ; mais que nous assisterons à des exécutions bien plus violentes de la justice directe et individuelle que ce ne fut le cas en France et même en Italie ; pourtant cela n'est pas en soi une garantie pour que toute une étape soit dépassée et pour passer immédiatement à un développement pleinement soviétique.

Dans cette perspective, le C. E. I. met les camarades espagnols en garde contre toute tendance à considérer les revendications démocratiques et transitoires comme étant une antithèse au plein programme socialiste. La situation actuelle de l'Espagne est typiquement celle où l'utilisation de tous les mots d'ordre qui donnent la réponse juste aux besoins urgents des masses — des mots d'ordre démocratiques les plus rudimentaires au plein programme socialiste révolutionnaire, bien pesés, choisis au moment opportun, correctement combinés et en leur donnant l'importance opportune, tous en étroite liaison plutôt qu'en les opposant artificiellement — peuvent mobiliser les masses autour de notre parti et de notre programme. Dans une situation de montée révolutionnaire, il est possible de passer rapidement des mots d'ordre les plus élémentairement démocratiques aux plus complètement socialistes ; mais si, dès le début de ce processus, notre parti adoptait une position trop avancée ou sectaire vis-à-vis des revendications démocratiques, son impatience lui vaudrait certainement un continuel isolement des masses.

Le mot d'ordre de l'Assemblée constituante est un exemple de revendication démocratique particulièrement appropriée à la conjoncture actuelle en Espagne. Dans une situation où la bourgeoisie espagnole, l'impérialisme mondial et la bureaucratie du Kremlin sont unanimes à penser que si Franco doit être éloigné, cela doit se faire « à froid » ou par une « transaction » privée, ce qui exclurait toute intervention des ouvriers et des paysans espagnols, l'Assemblée constituante (c'est-à-dire ce qui déterminerait, par la volonté du peuple espagnol, le régime qui doit succéder à Franco) est par excellence le mot d'ordre qui, en mobilisant suffisamment les masses espagnoles, peut faire échouer la solution de la conspiration par l'intervention de la volonté des masses populaires.

Le fait indiscutable que la situation économique de la bourgeoisie espagnole est si désespérée qu'elle l'empêche de faire la moindre concession aux revendications économiques et démocratiques des ouvriers et paysans espagnols, loin d'être un argument contre l'utilisation présente du mot d'ordre de l'Assemblée constituante, est précisément ce qui lui donne, lorsqu'il est utilisé par nous, son caractère révolutionnaire. Une telle revendication, que nous ne soulevons pas de façon abstraite, isolée, dans le vide, mais que nous infusons *de notre programme* pour cette Assemblée constituante — gouvernement ouvrier et paysan, dissolution des Gardes civiles et d'assaut, et du corps d'officiers de l'armée franquiste, Milices pour la défense des organisations ouvrières et paysannes et de l'Assemblée constituante elle-même ; séparation de l'Eglise et de l'Etat et expropriation des biens de l'Eglise ; complètes réformes agraires radicales ; nationalisation des banques, des compagnies d'assurance et de l'industrie lourde ; tribunaux populaires pour l'épuration des phalangistes notoires et autres soutiens de Franco ; autodétermination des nationalités ; liberté des colonies ; et toutes les autres revendications démocratiques et transitoires déjà inscrites dans notre programme — une telle revendication, précisément à cause de l'impossibilité totale pour la bourgeoisie espagnole de faire ces concessions ou toute autre concession réelle, met immédiatement en cause de manière tranchante tout le régime bourgeois, et possède un potentiel hautement subversif et révolutionnaire.

L'Assemblée constituante n'est en aucune façon un remplacement pour la structure soviétique, la prise du pouvoir et la dictature du prolétariat ; mais, dans des circonstances spécifiques concrètes, c'est un mot d'ordre de mobilisation sur la voie de celles-ci. Dans certaines autres circonstances, l'Assemblée constituante peut être employée comme le plus dangereux piège par la bourgeoisie de « gauche » et ses agents dans les partis ouvriers afin de dévier les masses de la voie révolutionnaire. Mais la conjoncture actuelle de l'Espagne, où, soit dit en passant, la bourgeoisie ne le présente pas comme un mot d'ordre principal, peut en faire *actuellement* une arme particulièrement utile pour ceux qui en saisissent le potentiel révolutionnaire et l'utilisent correctement. Ce mot d'ordre est déjà fortement opposé aux débris des Cortes qui existent au Mexique ; et si la bourgeoisie espagnole était forcée de l'abandonner pour une parodie de Constituante telle que de Gaulle convoqua en France ou de Gasperi en Italie, nous devrons savoir comment distinguer notre revendication pour une Constituante *révolutionnaire* de ces contre-façons bourgeoises. Par-dessus tout et dans toutes les conditions nous devons mettre l'accent sur le fait que l'Assemblée constituante doit être basée sur la mobilisation des masses.

Ce mot d'ordre n'est évidemment pas non plus un mot d'ordre permanent et inconditionné, ne devant jamais être abandonné. Dans le cas d'un futur développement favorable et rapide de la situation révolutionnaire en Espagne, il est possible et même probable qu'un tel mot d'ordre soit dépassé par les événements, comme ce fut le cas en Russie en 1917, où, après l'avoir soutenu pendant longtemps en le liant à l'appui total des soviets, les bolchevicks le placèrent à l'arrière seulement après la prise du pouvoir. Dans un tel cas nos camarades espagnols sauront comment choisir le moment opportun pour retirer ce mot d'ordre en faveur de mots d'ordre révolutionnaires purement soviétiques.

Le C. E. I. recommande donc au G. C. I. de reconsidérer les décisions du récent Congrès sur la question de l'Assemblée constituante et d'inclure à nouveau ce mot d'ordre dans la série des revendications démocratiques et transitoires.

En ce qui concerne le mot d'ordre de la République, le C. E. I. ne considère pas comme fondée sur les faits l'idée que, pour les masses espagnoles, le mot d'ordre de la République veut dire, et ne peut rien vouloir dire d'autre, que la République de 1931, et que leur expérience de ce régime fait que l'utilisation de ce mot d'ordre est « contraproducente » (produit le résultat contraire). L'expérience dans tous les pays et de toutes les périodes montre que le terme de la République a pour les masses un sens inévitablement très varié, que chaque classe, chaque groupe et chaque individu lui donnent le contenu de leurs aspirations et qu'une exception espagnole, dans ce cas comme dans d'autres, est improbable.

Le C. E. I. considère d'autre part comme purement formaliste la conception qu'un tel mot d'ordre n'est approprié que dans le cas d'une menace immédiate de la restauration monarchiste en Espagne. Dans toute autre conception qu'une conception formaliste, le mot d'ordre de la République est aussi opposé à la dictature fasciste de Franco qu'à la monarchie des Bourbons de Juan, et il est ainsi compris par toutes les masses espagnoles.

Non seulement notre utilisation du mot d'ordre de la République nous différencie immédiatement dès le début des partis ouvriers qui, dans leur hâte à se débarrasser de Franco « n'importe comment », sont connus pour flirter avec les monarchistes et préparer un marchandage sans principe, mais il est encore à l'heure actuelle l'un des mots d'ordre démocratiques primaires et préliminaires vers les mots d'ordre de l'Assemblée constituante et du gouvernement ouvrier et paysan.

Dans l'absence de la révolution socialiste et sur la voie de celle-ci, qu'il n'y ait aucune incompréhension sectaire au sujet de la démocratie bourgeoise : nous sommes pour tout droit démocratique que nous pouvons arracher à la bourgeoisie et défendre contre celle-ci. En Angleterre nous sommes en faveur d'une République, tout comme nous étions toujours en France pour l'abolition du Sénat. Nous sommes pour la liberté de la presse, liberté de réunion, et toute autre liberté que nous pouvons obtenir. Nos revendications pour de telles libertés n'augmentent pas les illusions démocratiques et ne sont pas démagogiques : même lorsque nous luttons côte à côte avec d'autres ouvriers pour tous les droits que l'on peut obtenir dans la démocratie bourgeoise, nous leur expliquons honnêtement que la bourgeoisie ne veut ni ne peut les accorder, et que même de telles libertés qui peuvent lui être arrachées ne peuvent par